



PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

SECRETARIAT GENERAL

Unité de Coordination des Projets (UCCAP)



PROjet de Gouvernance DIgitale et de Gestion de l'identité MalagasY

Financement Crédit IDA 6780-MG

Avis d'Appel d'offres

Services physiques

Maitre d'Ouvrage	:	Unité de Coordination du PROjet de Gouvernance DIgitale et de Gestion de l'identité MalagasY (UCP-PRODIGY)
Pays	:	Madagascar
Nom du Projet	:	PROjet de Gouvernance DIgitale et de Gestion de l'identité MalagasY (PRODIGY)
No de Crédit	:	6780-MG
Nom du Marché	:	Fourniture de service de numérisation et d'indexation des registres d'état civil dans les Tribunaux de Première Instance (TPI) et les Centre d'Etat Civil (CEC) y afférent
AO No	:	017/2023-DAO/NCS/PRODIGY
Emis le	:	07 Mars 2023

1. Le Gouvernement de la République de Madagascar a reçu un crédit de l'Association Internationale pour le Développement pour financer le PROjet de Gouvernance DIgitale et de Gestion de l'identité MalagasY (PRODIGY), et a l'intention d'utiliser une partie de ce crédit pour effectuer des paiements au titre du Marché relatif à la fourniture de « Service de numérisation et d'indexation des registres d'état civil dans les Tribunaux de Première Instance (TPI) et les Centre d'Etat Civil (CEC) y afférents »
2. L'Unité de Coordination du PROjet de Gouvernance DIgitale et de Gestion de l'identité MalagasY (UCP-PRODIGY) sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour fournir le « Service de numérisation et d'indexation des registres d'état civil dans les Tribunaux de Première Instance (TPI) et les Centre d'Etat Civil (CEC) y afférents »
3. La procédure sera conduite par mise en concurrence internationale en recourant à un Appel d'Offres (AO) telle que définie dans le « Règlement applicable aux Emprunteurs – Passation des Marchés dans le cadre de Financement de Projets d'Investissement du Juillet 2016, révisé en Novembre 2017, Août 2018, et Novembre 2020 de la Banque Mondiale » et ouverte à tous les soumissionnaires de pays éligibles tels que définis dans le Règlement de Passation des Marchés.
4. Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations auprès de l'Unité de Coordination du PRODIGY et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse email ci-dessous durant les heures de bureau de 08 heures à 16 heures locales.
5. Les offres devront être remises à l'adresse ci-dessous au plus tard le **25 Avril 2023 à dix (10) heures matin, heure de Madagascar**. La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée. Toute offre arrivée après l'expiration du délai limite de remise des offres sera rejetée. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires et des personnes présentes à l'adresse mentionnée ci-dessous le **25 Avril 2023 à dix (10) heures matin, heure de Madagascar**.

6. Les offres doivent être accompagnées d'une Garantie d'offre, pour un montant de deux cent dix millions Ariary (210 000 000,00MGA) ou cinquante mille Dollars Américain (50 000,00 USD) ou quarante-sept mille Euro (47 000,00 €).
7. Veuillez noter que le Règlement de Passation des Marchés exige que l'Emprunteur divulgue les informations sur les propriétaires effectifs du Soumissionnaire attributaire, dans le cadre de l'avis de Notification d'Attribution de Marché, en renseignant le Formulaire de divulgation des bénéficiaires effectifs inclus dans le dossier d'appel d'offres.
8. L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est :

Nom de l'Agence d'exécution : Unité de Coordination du PROjet de Gouvernance Digitale et de Gestion de l'identité MalagasY (UCP-PRODIGY)

Adresse du bureau : Ex bureau de l'Office des Transmissions Militaires de l'Etat (OTME), Andafiavaratra, Antananarivo 101 – MADAGASCAR
1^{er} étage – Salle de conférence

Adresse électronique : coordonnateur@prodigy.gov.mg – copie à
procurement@prodigy.gov.mg

Le Coordonnateur du Projet p.i
Docteur Ricardo Ratsimba A.

Il est à noter que PRODIGY s'engage activement dans la prévention de la Violence Basée sur le Genre notamment les divers abus, les harcèlements, l'exploitation sexuelle et la maltraitance et accorde une attention particulière à l'égalité des chances d'accès à l'emploi.